

Palmer, Norman D. (ed.), *A Design for International Relations Research : Scope, Theory, Methods and Relevance*, Philadelphia, The American Academy of Political and Social Science (Monograph 10 in a series sponsored by the Academy), 1970, 307 p.

Stanislav Kirschbaum

Volume 8, numéro 1, 1977

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700761ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700761ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kirschbaum, S. (1977). Compte rendu de [Palmer, Norman D. (ed.), *A Design for International Relations Research : Scope, Theory, Methods and Relevance*, Philadelphia, The American Academy of Political and Social Science (Monograph 10 in a series sponsored by the Academy), 1970, 307 p.] *Études internationales*, 8(1), 124–125. <https://doi.org/10.7202/700761ar>

charge plus immédiate par l'État de la sécurité sociale.

Lemieux et Hudon en viennent assez rapidement à distinguer une facture différente au patronage selon qu'il est exercé par l'Union nationale ou le parti libéral. Tout en respectant le caractère relatif de ce phénomène, ces auteurs reconnaissent d'emblée des types de patronage correspondant en quelque sorte à la clientèle, à l'idéologie et à la forme d'action du parti intéressé. L'Union nationale aurait tendance à adopter une attitude plus électoraliste dans ses rapports avec le public. Son patronage se voudrait plus généralisé, plus ouvert, afin d'obtenir en retour le plus d'adhésions possibles à sa cause. Il viserait en particulier les collectivités locales en vue de s'attirer la faveur des élites et des notables, relais indispensables à une implantation de type primaire (de rapports face-à-face) avec l'électeur. Cette action se comprend très bien dans l'univers rural qui est celui de cette formation politique.

Le parti libéral opérerait davantage pour un patronage fondé sur une base d'affaires. Il transigerait plutôt avec la grande entreprise. Il rechercherait également à récompenser en fonction d'un donnant-donnant, une allégeance sûre, au lieu de vouloir s'en créer de nouvelles. Sans être une règle absolue, bien sûr, les libéraux auraient tendance à favoriser plus exclusivement les amis, allant même souvent au népotisme. Famille quand tu nous tiens ! M. Tascheureau, on se rappellera, est tombé en juin 1936, à cause, en partie, d'un frère Antoine un peu trop visible... Quelques trente-cinq ans après, M. Bourassa put « jouir » de la présence de sa belle famille jusque dans son propre Conseil des ministres...

Après avoir identifié le patronage politique et ses formes, Hudon et Lemieux en arrivent, en dernière partie, à l'évaluer. À cette occasion, la parole est laissée aux intéressés qui essaient, tant bien que mal, soit d'en légitimer l'exercice, souvent au nom des opprimés et des démunis, soit

encore de le condamner. Les auteurs se réservent leur jugement pour les toutes dernières pages. Il se veut nuancé : condamnation, on s'y attendait, du caractère proprement discrétionnaire du phénomène. À sa décharge, le « petit patronage », apatage de l'Union nationale, offre, à leurs yeux, l'avantage d'une forme de décentralisation dans la détermination des choix publics – surtout administratifs. Par contre, il aurait le défaut d'être source d'incohérence et de centralisation eu égard à la fixation des grands choix politiques. L'avis est circonstancié et fondé finalement sur une vision plus globale d'un idéal politique.

Lemieux et Hudon ne se sont pas proposé dans cet ouvrage de présenter une somme savante sur la question. Au contraire, l'exposé s'en tient à certains concepts clairement circonscrits. Les illustrations abondent, permettant de la sorte une lecture relativement facile.

Au lieu d'emboîter le pas dans la dénonciation moralisante à laquelle on nous a habitués, les auteurs ont préféré le terrain plus circonspect de l'analyse méthodique. Les conclusions qu'ils en tirent gagnent alors en impact.

Avec l'avènement du parti Québécois, s'ouvre probablement un nouveau chapitre dans l'évolution de cette relation politique entendue comme nécessaire.

André-J. BÉLANGER

*Département de science politique,
Université de Montréal*

PALMER, Norman D. (ed.), *A Design for International Relations Research : Scope, Theory, Methods and Relevance*, Philadelphia, The American Academy of Political and Social Science (Monograph 10 in a series sponsored by the Academy), 1970, 307p.

Malgré sa date de publication, cet ouvrage, de par son sujet, à savoir les rela-

tions internationales et tous les problèmes qui les entourent, garde toute son acuité. Sa lecture reste tout aussi pertinente aujourd'hui qu'elle ne l'était l'année de sa publication. Cet ouvrage est effectivement le compte rendu d'une table ronde organisée par l'Académie américaine des sciences politiques et sociales où participèrent dix-huit universitaires, d'aucuns ayant ou ayant eu des liens avec le département d'État américain ou autres organismes connexes (les dotations Carnegie et Rockefeller, l'Institut Brookings). Le but de la table ronde fut de remettre en question la discipline des relations internationales en examinant quatre aspects : son envergure, sa théorie, sa méthode et sa pertinence, notamment le lien avec les sciences sociales, avec la politique de défense et la stratégie, avec la diplomatie et enfin avec le processus politique.

Cet ouvrage n'est cependant pas un aperçu de la littérature en relations internationales, ni une série d'exposés sur les écoles et les interprétations qui rivalisent. C'est plutôt une série de communications impressionnistes sur divers thèmes en relations internationales, notamment la direction que prend l'étude des relations internationales, (Chadwick F. Alger) ; l'avenir des relations internationales (William T. R. Fox) ; l'école socio-psychologique en relations internationales (Kenneth W. Thompson) ; le rôle de la théorie (Raymond Aron) ; les écoles quantitative et qualitative (Hans J. Morgenthau) ; les problèmes de la conceptualisation (Charles A. McClelland) ; ainsi que les thèmes sur la méthode et sur la pertinence de la discipline des relations internationales. Chaque communication est regroupée sous un des quatre aspects proposés et la réaction des participants est incluse à la fin de chaque section. Ainsi a-t-on une idée de la discussion qui suivit la fin des exposés de chaque section.

Si l'absence d'une présentation scientifique peut décourager d'aucuns, cet ouvrage ne manque toutefois pas d'intérêt et de mérite. Les participants font état d'une

franchise assez étonnante et qui, de surcroît, a le mérite d'articuler la confusion, les doutes et l'incertitude de l'étudiant des relations internationales. C'est un bon antidote aux écoles dites « définitives » et est à recommander non seulement aux étudiants, mais aussi aux professeurs de la discipline.

Stanislav KIRSCHBAUM

*Département de science politique
Collège Glendon, York University*

PELLETIER, Réjean, *Les militants du R.I.N.*, Ottawa, Éd. de l'Université d'Ottawa, 1974, 82p.

Ce volume n'est pas une histoire du R.I.N. C'est une étude sociologique des militants de ce parti entre 1960 et 1968. Les événements que nous venons de connaître au Québec peuvent nous faire oublier ces militants de la première heure. Le présent volume nous en rappelle le souvenir en présentant leurs idées face aux événements qu'ils ont connus dans leur parti. Dans un premier chapitre, l'auteur fait le profil du militant riniste. Il importait qu'un tel développement soit effectué dès le début non pas tellement parce qu'il nous apprend des faits inconnus mais surtout parce qu'il sert à comprendre les chapitres subséquents. Nous savons tous, en effet, que le riniste était jeune, très instruit, de revenu élevé et en rupture de ban avec les partis traditionnels. Ce que nous savions moins c'est que les membres du R.I.N. ont été amenés à l'indépendance par le thème du colonialisme dont la vogue était grande alors à la suite des soulèvements d'après-guerre en Afrique. L'indépendance ne fut pas une fin mais un moyen pour favoriser le progrès économique et social. Comme mouvement, le R.I.N. a voulu répandre l'idée d'indépendance car l'opposition à vaincre semblait d'abord la population ensuite les gouvernements en place. Assez curieusement, le militant riniste n'a jamais cru à son parti comme instrument électoral. Pour lui, le R.I.N. était un parti